Pf 213

PROCHAIN NUMÉRO : DOSSIER « ÉNERGIE »

T2137-417-5,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire hebdomadaire

rédaction
administration
145, rue Amelot
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 417 JEUDI 5 NOVEMBRE 1981 5,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

SALUT À L'AMI GEORGES !

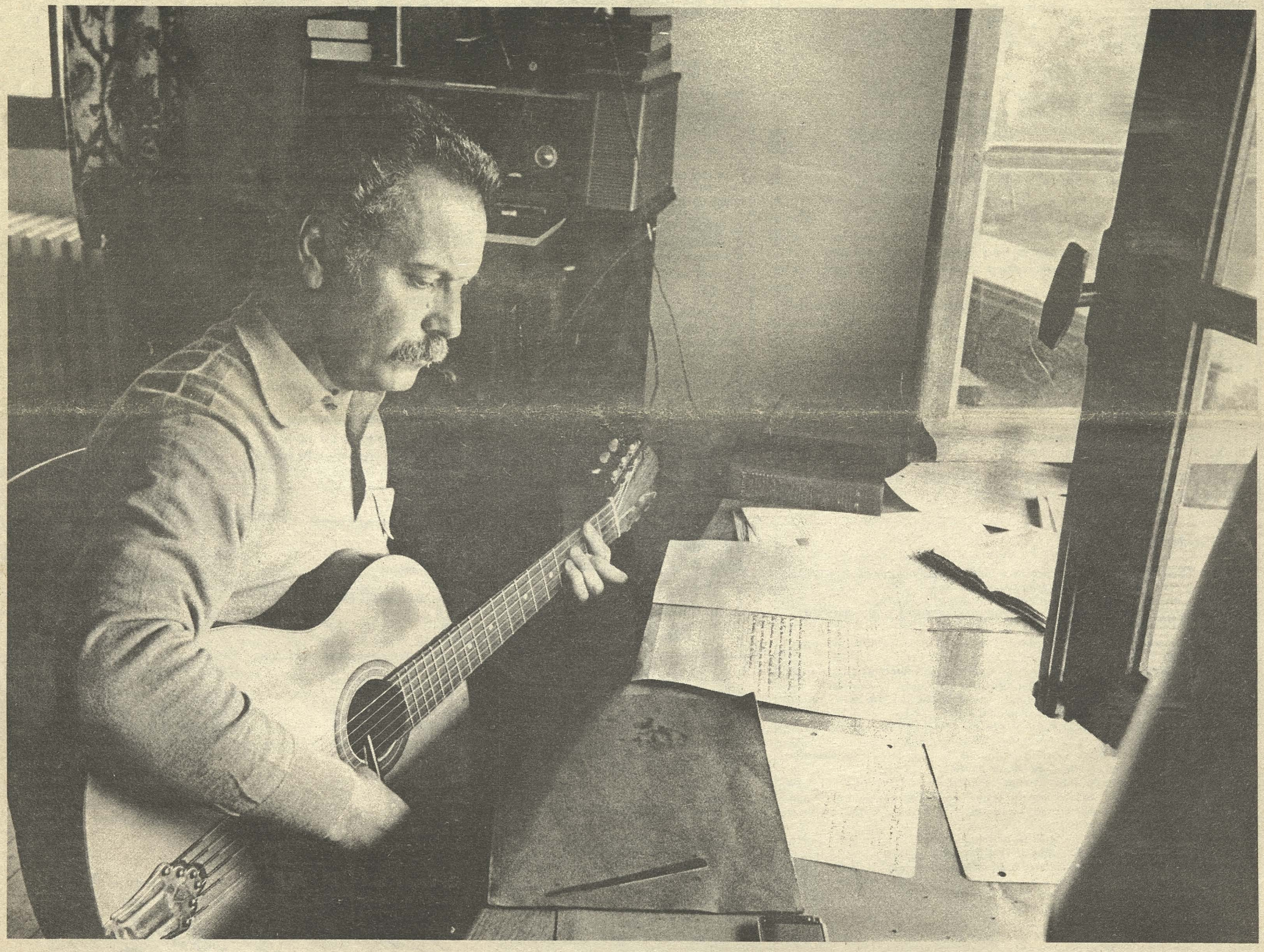


Photo JA

Georges Brassens, le minnesinger des temps modernes

C'ÉTAIT au début de 1947. Dans l'étroite boutique au bord du canal Saint-Martin où, au lendemain de la Libération, la Fédération anarchiste avait installé son journal, *Le Libertaire*, nous étions quelques-uns à discuter, lorsque deux jeunes gens dégingandés poussèrent la porte. L'un d'entre eux, dont la poésie allait marquer sa génération s'appelait Armand Robin, l'autre Georges Brassens !

Georges Brassens, comme Robin, appartenait au groupe anarchiste du 15e arrondissement. Monté de Sète à Paris pour s'y frayer une voie par la chanson, il vivait tant bien que mal, plutôt mal que bien. A cette époque, l'équipe qui confectionnait *Le Libertaire* sous la direction de Lepoil, puis d'un homme de qualité, André Prudhommaux, avait besoin d'un grouillot pour aider à confectionner le journal : c'est ainsi que Georges Brassens s'intégra à la Fédération anarchiste. C'était un grand garçon, à la mine étonnée, qui avait déjà sur le visage ce doux scepticisme que bien plus tard les médias populariseront.

Il ne restera parmi nous que quelques mois, mais les ouvriers de l'imprimerie « Croissant », où se faisait notre journal, n'oublieront pas ce garçon un peu ahuri qui corrigeait les articles tout en griffonnant sur la morasse des bouts rimés. Il nous quittera à la suite d'un différent avec un de ces abrutis qui, malgré toute la vigilance, parviennent à s'introduire dans n'importe quelle organisation. C'est à cette époque qu'il écrivit ses premières chansons qui sont des petits chefs-d'œuvres de sensibilité, de fraîcheur et de révolte. Rappelons-nous *Brave Margot, La Claire Fontaine, La Mauvaise Réputation, Gare au gorille* et tant d'autres. A vrai dire, si dans nos milieux ça se savait, rares étaient ceux qui avaient foi en lui. Ceux-là, Georges Vincey, Suzy Chevet et moi-même, resteront ses amis, et dans les moments difficiles, lorsqu'il nous faudra reconstruire notre Fédération anarchiste disloquée par les politiciens, son appui ne nous manquera pas.

On s'est souvent demandé les raisons du manque d'enthousiasme des militants anarchistes pour cette poésie lestement troussée. La réponse est simple, et j'en ai souvent parlé : les militants anarchistes étaient restés affreusement classiques dans tout ce qui touchait aux arts et toute licence, dans la métrique, toute poésie qui prétendait s'évader des fers où l'académie l'avait enfermée, leur paraissait une hérésie.

Les débuts de Brassens furent plus difficiles et surtout plus lents qu'ont bien voulu le dire certains qui se targuent de l'avoir découvert. Ceux qui ont vécu cette époque se rappellent les liens qui, grâce à Suzy Chevet, nous unissaient aux artistes qui participaient à nos fêtes à la Mutualité pour soutenir le journal. Des hommes comme Raymond Asso, Léo Noël qui montait un cabaret, *l'Ecluse*, qui deviendra célèbre, Léo Campion auquel on avait présenté Brassens, ne surent pas deviner l'artiste incomparable sous le personnage. Asso, en particulier, fut toujours insensible à la manière de Brassens, et Georges ne l'oubliera pas ! Lorsque parut *Le Consulat polonais*, mon premier livre, il refusa toujours, malgré l'amitié qui nous unissait, de m'accompagner à *L'Ecluse* où une signature était organisée. Dans nos milieux, il refusera constamment de prêter son concours à ceux qui l'avaient ignoré, et Lecoin fera les frais de cette obstination tranquille.

(suite page 8)

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN — YZEURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE—CANNES.
ARDÈCHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE
DOUBS : BESANÇON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX — CADILLAC
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT—ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE — VALENCIENNES
OISE : CREIL — BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
HAUTE GARONNE : GROUPE RÉGION TOULOUSAINE
HAUT-RHIN : MULHOUSE
RHÔNE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE—MARITIME : LE HAVRE — ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » — GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4e, 5e, 6e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 18e, 20e.

BANLIEUE SUD
— FRESNES-ANTONY
— MASSY-PALAISEAU
— ORSAY-BURES
— RIS-ORANGIS
— VILLEJUIF

BANLIEUE EST
— GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
— MONTREUIL, ROSNY
— BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST
— NANTERRE — LA DÉFENSE
— HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD
— VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
— DOMONT
— ARGENTEUIL, COLOMBES
— SEVRAN, BONDY
— DEUIL-MONTMAGNY

LIAISONS PROFESSIONNELLES

— LIAISON DES POSTIERS
— LIAISON DES CHEMINOTS
— CERCLE INTER-BANQUES
— LIAISON ORTF
— LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénin-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Chatellerault, Angoulême
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry
CORSE : Ajaccio.
LA RÉUNION : liaison anarchiste.
GUADELOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES F.A.

Groupe d'Evreux : *permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.*
Groupe de Rennes : *le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*
Permanences FA d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*
Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi *de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.*
Groupe l'Entraide (Havre et région) : *dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.*
Groupe du 11e : *permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*
Groupe d'Amiens : *permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.*
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.*
Groupe Soleil Noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*
Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 heures.*
Groupe Louise Michel : *le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18e.*
Groupe Fresnes-Antony : *du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.*
Liaison Blois : *permanences le jeudi, de 18 à 22 heures, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.*
Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23).80.17.09).*
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*
Groupe Voline : *26, rue Piat, Paris 20e. Permanences le 1er et 3e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.*
Guingamp : *permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.*
Groupe Proudhon de Besançon : *77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.*
Groupe FA de Limoges : *table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.*
Groupe d'Angoulême : *le samedi de 14 à 16 h, au 19, rue des Acacias, à Angoulême.*

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11e (M° République) — Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Une liaison libertaire est en formation à Saint-Quentin. Les sympathisants peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Appel aux libertaires des Antilles désireux de contacter la Liaison FA locale pour entreprendre l'organisation de l'anarchisme sur les îles. Si vous êtes intéressés, écrivez aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot intéressés par la diffusion des idées libertaires peuvent écrire aux RI qui transmettront à la liaison FA du Lot qui reprend ses activités.

Les personnes intéressées par un renouveau des activités libertaires sur Rennes et proche région sont invitées à participer aux permanences FA de Rennes, tous les mardis, à la MJC la Paillette, à partir de 20 h, ou bien à écrire aux relations intérieures qui transmettront.

Une liaison de la FA est en formation à Berck, dans le Pas-de-Calais. Les personnes intéressées peuvent la contacter en écrivant aux RI qui transmettront.

Le groupe de Beauvais informe les lecteurs du ML qu'il tient une permanence les 1er et 3e samedis du mois de 14 h à 18 h, à la Maison de Quartier Saint-Jean. L'adresse du groupe est : APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cédex.

Le groupe de Bobigny-Drancy informe les libertaires de la région qu'il tient deux ventes du *Monde libertaire* : Fort d'Aubervilliers (métro), le mercredi soir de 17 à 18 h; Marché des 4 Routes de Drancy, le dimanche matin de 10 à 11 h 30.

***L'Agitateur* n° 4 édité par le groupe anarchiste d'Aubenas vient de sortir. On peut se le procurer en écrivant à l'adresse suivante : CES, BP 1, 07530 Antraigues. Le numéro 3 F. Abonnement 10 F, CCP 2411 77 X Lyon, ou à Publico : 3 F.**

MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise un débat sur le thème des origines de l'anarchie, le samedi 7 novembre à 14 heures en son local, 3, rue Fontaine de Caylus, dans le Panier.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Depôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Ecoutez *Radio-Libertaire*

Radio libre de la Fédération anarchiste émettant sur Paris

Tous les jours de 18 à 22 h. sauf le dimanche

Sur 89,5 MHz — F.M.

Autocollant en vente à 0,30 F l'unité Les 50 : 15 F Pas d'envoi au-dessous de 10 ex.

Le groupe de Tours reprend sa diffusion d'enveloppes avec des citations de Louise Michel ou de Bakounine et l'emblème de la FA.

Tarifs : 15 F les 50; 28 F les 100, 54 F les 200. Pour les commandes, s'adresser à C. Garcera, BP 835, Saint-Avertin, 37178 Chambray Cedex.

Egalement en vente à Publico.

CHELLES ET NEUILLY

Le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise une projection-débat du montage audio-visuel *Espagne 36, une révolution autogestionnaire.*

— Samedi 21 novembre à Chelles, à 20 h, salle Hiser (stade de la Noue Brossard).

— Samedi 28 novembre à Neuilly-sur-Marne, à 20 h, salle M. Pagnol, rue de Berny.

La Rue, **revue culturelle et littéraire du groupe Louise Michel vient de rééditer une version partielle du numéro sur *La Commune de Paris*. Prix : 10 F, en vente à Publico.**

Abonnez-vous

PARIS

Les prochains cours de formation des groupes Louise Michel et Varlin auront lieu **au 72 ave Félix Faure Paris 15° (Métro Boucicaut :**

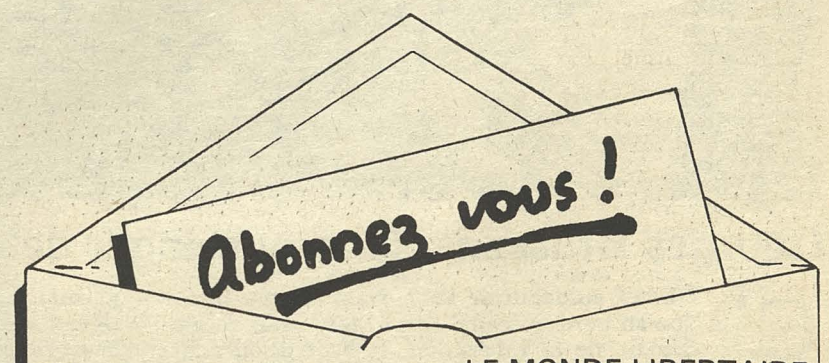
— le mardi 10 novembre : *Historique du mouvement anarchiste.*

— le mardi 17 novembre : *Les oppositions fondamentales entre marxisme et anarchisme.*

A 20 heures.

Sommaire

PAGE 1
Georges Brassens...
PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref,
Italie,
Rencontre, témoignages et exortation
Pot-pourri désarmé
Congrès régional CFDT-PTT
PAGE 4
Touchez pas au grisbi...
Conférence de Cancun
PAGE 5
Tous les prisonniers...
Les pharmaciens en grève
PAGE 6
Informations internationales
PAGE 7
Livres, spectacles, B.D.
PAGE 8
Georges Brassens (suite)
L'ascension de la rose...



TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration :
145 rue Amelot 75011 Paris
Tél. 805.34.08
CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays .....
O Abonnement O Réabonnement O Abonnement de soutien
Réglement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Des insoumis au Service national organisent une soirée, *Le Rock des Insoumis*, à la Mutualité le 10 novembre à 20 h. Au programme : Banlieue-Est, Pieds-joints, Pierre Chereze et Sapho. Les billets sont en vente à la librairie Publico : 35 F.

Le Centre international de Recherches sur l'Anarchisme organise du 2 au 14 novembre 81 une exposition sur l'antimilitarisme. samedi 7 novembre à partir de 15 h. : la chanson antimilitariste, avec la participation de Léo Campion; mardi 10 novembre à 19 h. : l'antimilitarisme dans la presse communiste de l'entre-deux guerres, par E. Témime; le roman antimilitariste, par Anne Roche; samedi 14 novembre à 15 h. : l'antimilitarisme vu par un quotidien socialiste marseillais au début du XXe siècle, par T. Simon; l'œuvre antimilitariste du théâtre social, par Partrick Barrau; au CIRA, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille, Tél. : 39.49.10.

Les militants locaux de la Fédération anarchiste tiendront un stand lors des rencontres anti-autoritaires qui sont organisées les 14 et 15 novembre à Montpellier au « Pavillon populaire » par l'organisation *Vivre au présent*. Meetings, débats, expositions, projections de films et concerts sont prévus.

Nouveautés

Les habits neufs du président Tito, **Autogestions 31 F**
Elisée Reclus, **Hérodote 35 F**
Matricule 2182, « souvenirs de ma vie », **Louise Michel 42 F**

ITALIE

VICENZA

Le 8 octobre au matin, à l'ouverture de l'imprimerie *Utopia*, il n'y avait pas seulement les clients habituels, mais aussi une dizaine de carabiniers. La raison de leur visite était clairement expliquée dans le mandat de perquisition : ils cherchaient des exemplaires du journal *Senza-patria* (mensuel antimilitariste et anti-autoritaire), et autre matériel du même genre qui, selon eux, portaient « atteinte aux forces armées. »

L'opération dura plusieurs heures. Il fut ordonné aux habituels clients de s'éloigner et l'imprimerie fut fouillée de fond en comble. Plusieurs exemplaires furent saisis ainsi que quelques numéros de *Volonta* (revue théorique anarchiste).

L'institution militaire, les forces de répression démocratiques et la magistrature passent une nouvelle fois à l'attaque. La meilleure réponse, encore une fois, semble être le soutien et le maximum de diffusion de tous les instruments d'informations et de débats qui sont réellement adversaires du pouvoir et de tous les Etats.

D'après *Umanita Nova*, Hebdomadaire de la Fédération anarchiste italienne.

CULTURE

Rencontre, témoignages et exortation

Si vous flanez un de ces après-midi où le temps le permet du côté de la raffinerie de Beaubourg, il y a parfois, dans la jungle de musiciens, chanteurs, bateleurs, cracheurs de feu, mimes, fakirs et autres divertissements, un type qui présente un intérêt assez singulier pour que l'on prête attention à ce qu'il fait et surtout à ce qu'il dit. En effet, sous couvert de raconter, en se servant du public comme acteur, des contes et fables gentillets comme *Le Petit Chaperon rouge, Blanche-Neige* ou *Le Corbeau et le Renard* qui font entrer dans le champ magnétique de l'animation et de la participation les grands enfants que nous sommes, il en découd avec ce qui constitue son désir essentiel de former un cercle ou des groupes de discussion sur le sujet socio-politico-culturel qui nous concerne tous. Tel est son propre aveu. Comme on le voit, l'intention est plus que louable, elle mérite qu'on s'y attarde, car il y va de la propagande sur l'évolution, la stagnation ou la régression de l'espèce humaine dans la finalité du « mieux vivre » en toute liberté, sous l'égide de notre entière responsabilité.

Pour le genre d'acrobaties et pirouettes auxquelles il se livre, John Guez, puisque c'est son nom, travaille sans filet. Ses méthodes pour sonner le rassemblement sont diverses et classiques dans le sac à malices qu'est la démerde. Et illico, après quelques sonorités de scie musicale ou de réveil-matin, le chaland qui passe fait une halte comme aspiré. Les badauds affluent. Le spectacle peut commencer.

En général, c'est par une très rapide revue de presse consacrée à la chienlit de droite style : tranche-poire-horreur et désespoir, ou Livarot décomposé, que le bonhomme attaque. « Z'avez vu ça, z'avez lu ça, ils z'osent encore dire ça, les salauds. Eh bien ça, depuis le 10 mai, ça n'est plus possible, merde alors ! Maintenant ils l'ont dans le cul ! » Je vous fais grâce du lot d'interpellations lancées au public, le plus souvent bon enfant, comme il se complait si souvent à le demeurer, et quasiment toutes du même topo. A moins de s'immiscer dans une chapelle des composantes du PS, ça vous je vous en fiche mon billet qu'il est difficile d'entendre, de surcroît, sur une place publique des enseignements plus dithyrambiques sur les vertus de l'ère mitterrandiste. Il doit sûrement avoir sa carte marquée de la rose, ce gars-là, et s'il ne l'a pas, ça ne saurait tarder. Il lui arrive aussi — heureusement, car il faut être aveugle et sourd, ou pis encore, appartenir au sérail — d'y aller de son jet de diatribes contre l'appareil stalinien. A vrai dire, Guez est un rêveur qui vit dans ses illusions porteuses de rêves. Que ce gars-là soit convaincu de l'énorme espoir — selon ses dires répétés indéfiniment — que suscite l'avènement de la gauche ou bloc PS au pouvoir, c'est son affaire; mais qu'il en fasse partager son avis à d'autres sans que personne ne mouffte doit, sans coup férir, capter notre attention.

Il ne tient qu'à nous de nous exprimer le plus souvent possible en tous lieux, pour que tous ceux qui ne veulent pas ou n'en peuvent plus de subir leur sort d'exploité par des canailles dans vergogne se battent auprès de nous pour voir triompher une fois pour toutes la liberté pour tous les hommes. Cette liberté qui commence et ne peut vivre que par l'abolition de tous les clivages et profits économiques. Quand Guez, comme beaucoup d'autres, parle d'autogestion, il ne sait pas ce que c'est ou feint de l'ignorer.

Cette exhortation à la propagande de nos idées libertaires n'est pas une fixation sur le relatif mérite de communiquer de Guez ou de Mouna qui font une approche — quoique nuancée — assez similaire du public, elle est la nécessité de dire aux gens combien il serait dangereux de se laisser berner par les anesthésiantes promesses des politiciens véreux qui ne changeront rien, bien au contraire, à la vie de tous les assistés que nous sommes et dont nous n'avons vraiment pas à être fiers.

Joël-Olivier NEAU

PACIFISME

POT-POURRI DÉSARMÉ

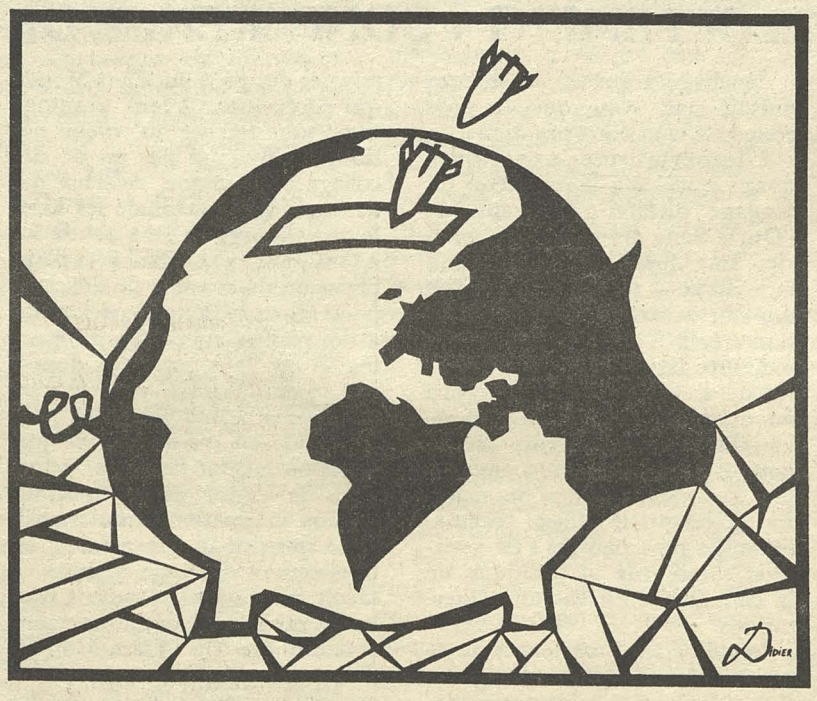
C'est de sa visite à Reagan que François 1er puisa d'un bicentenaire hollywoodien la force guerrière pour ses élucubrations mexicaines. Le matamore de la démagogie plagiant « Maître Castro sur son île perché » pour se faire le défenseur de la veuve et de l'orphelin d'Amérique latine.

Appeler au soutien des révoltes, c'est bigrement commercial pour le 3e marchand d'armes du monde. L'idée est bonne, de prôner les « dix Vietnam de Che-Guevarra » au secours de l'industrie française, car il y a de nouveaux marchés à fournir. C'est peut-être ce que le PC veut dire par : « Produisons français » lorsque l'on vend 150 mirages à l'Inde.

Tout cela s'inscrit dans le détournement permanent du langage pour mieux nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Ce n'est plus le temps pour une attitude « Peace and Love », car d'années en années nous reculons devant les manipulations démagogiques qui maintenant veulent nous faire accréditer qu'une élection est une révolution et que nous sommes au seuil de la paix désarmée avec 14 fois plus de possibilité de faire sauter la planète.

On peut hurler avec les loups au désarmement, mais plus on hurle, plus on se désarme. L'accoutumance à l'idée de la Troisième Guerre mondiale (à arme nucléaire cette fois) sera bientôt suffisamment forte pour que l'heure de l'impatience sonne... Les médias ont réussi à totalement banaliser le problème, sans que l'anesthésie soit vraiment douloureuse pour personne, surtout avec la bombe propre comme ils disent, celle qui doit nous faire crever sans toucher aux spaghettis encore fumant sur la table, pour le deuxième service d'un éventuel agresseur. Il ne manque que le numéro de Sécurité sociale des victimes.

Les règles du jeu changent. En 14-18 et 39-45, il fallait armer les consciences pour un éventuel conflit, alors que maintenant il faut avant tout désarmer les consciences pour qu'un conflit devienne possible.



Le pacifisme va-t-il au secours de la guerre ?... On ne peut admettre que le combat positif de l'insoumission militaire puisse être suffisant pour arrêter quoi que ce soit, si cette attitude n'a pas de prolongement et de lien efficace dans la vie active. Plus je réfléchis, plus je pense qu'il faudrait accentuer notre attitude réfractaire face à toutes les compromissions que nous acceptons tous les jours par notre indifférence.

Quand reconnaîtra-t-on l'insoumission au travail d'armement comme attitude saine de combat pour la paix ? La morale révolutionnaire se détermine dans l'attitude individuelle à faire corps et à transcender sa philosophie dans le quotidien.

Refuser de faire une pièce d'armement est une attitude réfractaire digne du combat pour la paix, mais ayons garde que ce combat ne soit trop isolé. Armons nos consciences, c'est encore la seule solution pacifiste.

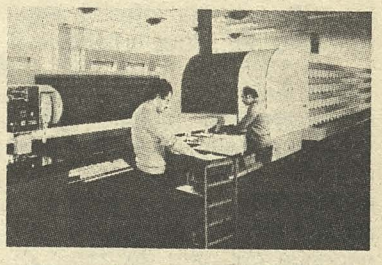
Roland FORNARI

SYNDICATS

Congrès régional de la CFDT-PTT

C'est à la Bourse du Travail de Levallois-Perret que s'est tenu, mardi 27 octobre, le XIIIe congrès régional de la CFDT-PTT. Les débats devaient s'articuler autour de deux thèmes principaux : le changement intervenu le 10 mai et la restructuration nécessaire à la région pour une meilleure implantation de la CFDT au sein de l'agglomération parisienne.

Si l'ensemble des congressistes, à quelques exceptions près, savourait la victoire de Mitterrand et du PS, même si certains émettaient quelques réserves, l'unité ne se réalisa pas sur le deuxième thème, et bien vite un clivage banlieue/Paris se fit jour (ceci pouvant expliquer l'absence du syndicat départemental de la Seine-et-Marne).



Les acquis de la région PTT repose sur un malaise issu du XIe congrès (79), par la non-élection de deux camarades au secrétariat général qui nécessita un congrès extraordinaire en avril 80. Il faut éclairer ce fait par le carton que la gauche a pris en 78, et les problèmes de l'unité d'action avec la CGT. On aurait voulu écarter les éléments un peu trop unitaire que l'on ne s'y serait pas pris autrement.

Un autre fait non négligeable pour analyser cette situation est la deuxième place qu'a pris la CFDT en région parisienne lors des élections paritaires du 12 mars 80, succès qui ne correspond pas à la réalité militante de l'organisation ni à l'implantation de celle-ci dans le monde du travail. Eh oui, car on a voulu, par là, tirer le signal d'alarme. Le nombre des adhérants ne cesse de baisser depuis 1974, les timbres rentrent de plus en plus tard, et même si la tendance est quelque peu inversée depuis le 10 mai, la reprise est loin d'atteindre les chiffres réalisés en 1968 et 74. Et si la CFDT se situe à la pointe du changement, il n'en demeure pas moins vrai que « l'état de grâce » s'émousse. Aussi, vu l'enjeu de la situation et de l'importance des décisions qui devraient définir la politique et l'action revendicative pour les deux années à venir, le secrétariat général préféra reporter les débats sur la restructuration au 3 décembre, en même temps que l'élection du nouveau secrétariat.

Bon nombre de syndicats voient d'un mauvais œil le projet de départementalisation, et apparemment, tout le monde se réserve pour la deuxième partie du congrès où beaucoup devront dévoiler leurs véritables intentions. Car en cette journée froide et pluvieuse du 27 octobre, seulement quatre syndicats sur dix-sept sont intervenus et finalement le rapport d'activités n'eut gain de cause qu'à 55,65% Quant aux débats sur la résolution générale, ils allèrent bon train. Les amendements critiquant sévèrement l'équipe sortante et le recentrage de la CFDT furent vaillamment repoussés par nos réformistes de service, les amendements ne déplaçant que les virgules de place furent bien vite intégrés. Démocratie oblige ! Signe intéressant cependant, la motion finale ne fut qu'acceptée à 52,54% des votes, histoire de préparer l'ambiance pour le 3 décembre.

Il est difficile de tirer une conclusion de cette première partie du congrès : tout se jouera dans un mois. Il est fort possible que des têtes tomberont, comme il est fort possible qu'il y ait sécession des syndicats de banlieue et la création d'une ou deux régions extra-muros, mais ces différentes solutions ne résoudront pas le problème de fond. Doit-on s'enliser dans les allées du pouvoir et apporter un soutien, même critique, au nouveau gouvernement ? Doit-on se fermer les yeux sur la désyndicalisation intense depuis quelques années ? Doit-on garder le statu-quo ? Il y a un vide idéologique, aujourd'hui, au sein de la CFDT, celle-ci doit se ressaisir rapidement à moins d'installer encore plus rapidement les travailleurs dans les ornières de la cogestion. Il y a fort à parier que c'est ce chemin qu'elle va prendre. Il y a des lendemains qui vont déchanter.

Joël SAINTIER

Touchez pas au grisbi..., les mecs !

DANS ce pays, depuis 1789, la démocratie, c'est l'argent ! L'argent est partout, conduit tout, pourrit tout ! Le comportement, la morale, les structures. Les jeux politiques se définissent à partir de l'argent. L'argent dégueule des caches où la bourgeoisie le planque en attendant fiévreusement la divine catastrophe qui en décuplera la valeur. Les événements politiques de ces dernières semaines viennent une fois de plus de nous démontrer que c'est l'argent sous toutes ses formes, depuis la pièce d'or jusqu'à l'action multicolore en passant par le lingot qui tient lieu de cervelle et de cœur à cette société bourgeoise corrompue jusqu'à la moëlle dont les élites font « des affaires » qui font rêver les crêve-la-faim.

Les élections, les socialistes au pouvoir, leurs promesses électorales avaient inquiété cette vermine qui détient le fric ! Modérément ! Les bougres n'y croyaient pas vraiment. Une expérience qui date du début du siècle leur avait enseigné la parade. Il suffisait à quelques individus corrompus, placés judicieusement à la tête des affaires et possédant les moyens, d'exercer les pressions nécessaires pour que ce programme électoral se rétrécisse comme une peau de chagrin et que tout rentre dans « leur ordre ». Quelques têtes coupées de-ci de-là, quelques modifications de structures, quelques rappels aux grands principes, un os jeté au peuple sous forme de salaires, et le tour était joué ! Et, de fait, après quelques génuflexions de circonstance à l'électeur, le gouvernement socialiste semblait s'être engagé dans cette voie « raisonnable ». Et puis d'un seul coup, à propos des nationalisations, ce fut la panique. Panique à l'Assemblée nationale où les loufiats du grand capital aiguillonnés par leurs cornacs se mirent à pousser des hurlements, panique dans le monde des affaires où les PDG s'employèrent à faire disparaître la monnaie, panique chez les journaleux qui voyaient leurs pages publicitaires fondrent, panique chez les gagne-petit qui font de beaux rêves dans les petits bistrots qui entourent la Bourse, panique chez les hauts fonctionnaires dont les salaires, confortables, ne sont que le complément de magouilles plus rentables pour arrondir leur fin de mois. Mais que s'était-il donc passé pour que cette bourgeoisie la plus puante du monde soit prise d'une telle trouille ?

Il s'était passé que toute cette merde qui constitue l'élite de la société venait de prendre conscience que ces nationalisations, qui en elles-mêmes ne touchent en rien la division de la société en classes, allaient et peut-être de façon irréversible, comme ce fut le cas en 1789 à partir de la magouille des assignats et de la vente des biens nationaux, changer radicalement les bénéficiaires de cette combine bien juteuse : l'exploitation de l'homme par l'homme.

Touchez pas au grisbi ! — Et ce fut le branle-bas de combat ! La « gueuse » prise à la gorge par la crise pouvait bien crever, la belle affaire ! Le pognon risquait de changer de lessiveuse..., on fit donner la garde ! Oh, pas les « grands », les seconds couteaux suffisaient, pour un premier temps. Ce fut de la belle ouvrage ! Pendant que la cage aux serins se transformait en salle de catch, les sous prenaient le large du côté de la frontière suisse. Comme de bien entendu, les « Robespierrots » du Parti socialiste prirent un coup de sang et la mêlée devint épique, dominée par les cris de fausset d'une presse « vertueuse » conduite au combat par Tesson, un bougre qui a déjà crevé deux ou trois « quotidiens » sous lui, dont on se demande bien où il peut trouver son fric et qui, aux hommes de ma génération, rappelle l' « Oeuvre » de Déat juste avant le grand virage des Néos en 1934 !

C'est vrai, et il faut bien le reconnaître, du foutriquet Bernard Pons au gros Monory le garagiste, en passant par le Blanc, un zigoto qui pue la médiocrité, les politicards de droite, appuyés par les journaleux à gages, se sont déchaînés. On a ressorti la bannière avec les grands principes et les grands mots : la propriété, la liberté, le droit, la vertu, la justice. On a fait appel aux expressions fortes, saloperie par exemple, en oubliant qu'il ne fallait pas parler de corde dans la maison d'un pendu. Si on a peu parlé de l'argent, le dénominateur commun de tous ces personnages, en revanche on a beaucoup parlé des pauvres ! Ils les aiment, eux, les pauvres ! A condition qu'ils restent pauvres, naturellement. Ils sont comme la baronne qui préside aux bonnes œuvres de ma paroisse et qui se transforme en furie lorsque des quidams de la paroisse voisine viennent lui piquer ses pauvres !

Je suppose que quelques mauvais citoyens de ma facture ont dû regarder tout ce cirque avec un sourire en coin, même nos socialites un peu tendres, roulés de main de maître par toute cette vérole politicarde, devenaient sympathiques. Une semaine hautement édifiante où l'on a vu tous ces personnages qui tiennent le haut du pavé former un syndicat des nantis qui, sans aucune pudeur, se ruait au secours du fric, de leur fric ! On a eu l'impression qu'il n'y avait plus de gauche et plus de droite dans la presse, dans l'administration, dans les affaires, mais un cartel de défense de nantis ou de ceux qui espéraient le devenir en raison des circonstances, face à de jeunes loups qui risquaient de s'emparer de la cagnotte.

Touchez pas au grisbi ! Ouais ! Les pauvres, que chacun s'annexe pour les besoins de ses combines, n'ont rien à voir dans ce merdier dont le motif est l'argent. Non pas l'argent qu'on dépense au vu et au su de tous, ce qui provoque d'aigres commentaires plus ou moins justifiés, mais l'autre, celui qu'on ne dépense pas, qu'on accumule, qui n'embellit pas forcément l'existence, mais qui assure à celui qui le possède le pouvoir et la puissance, qui garantit la société de classes. L'argent dont il faudra bien se passer si on veut mettre fin au combat que se livrent les escarpes de la politique, les coupe-jarrets de la presse, les ploutocrates visqueux en poussant le cri du cœur du milieu : touchez pas au grisbi !

Maurice JOYEUX

SOUS-DÉVELOPPEMENT : CONFÉRENCE DE CANCUN, LA MASCARADE !

PARMI les entreprises de mystification les mieux montées, ces dernières années, il en est une qui est particulièrement réussie, celle du « dialogue Nord-Sud » qui a contribué à donner bonne conscience à l'opinion publique des pays occidentaux. Quelques pétitions de principe, on le sait, ça ne coûte pas cher, et surtout, ça n'engage pas trop ! Cela permet, de plus, d'évacuer le problème lors des concertations internationales.

Or, chaque nouvelle « conférence au sommet » ne peut que raviver les plaies des pays du Tiers-Monde. Après avoir allègrement saccagé les ressources naturelles et humaines des pays colonisés, les Occidentaux leur ont ensuite expliqué que la seule façon, pour eux, d'en finir avec la misère était de suivre notre exemple. Dans le cadre de cette analyse, le sous-développement est perçu comme une étape du développement économique, après laquelle les pays du Tiers-Monde pourraient, eux aussi, accéder à l'ère de l'abondance, pourvu, bien sûr, qu'ils se montrent sages et compréhensifs. La voie leur était donc toute tracée, avec la richesse comme récompense, après une nécessaire période de transition... par l'exploitation capitaliste. Et lorsque le « décollage » prévu ne se produisait pas, c'est que le pays concerné n'en était pas digne.

L'impérialisme soviétique, quant à lui, n'a jamais tenu un langage différent de celui de l'Oncle Sam, sinon pour la galerie. Lui aussi, il avait promis la richesse à ses satellites, après une nécessaire période de transition : celle de l'industrialisation socialiste forcée. Russes et Américains se sont montrés d'accord au moins sur un point : l'inéluctable chemin de croix que les pays pauvres devaient endurer dans l'attente de paradis des riches. En attendant, le pillage systématique des pays pauvres s'est poursuivi, ainsi que la politique de la cannonière en cas de contestations.

Les diverses expériences autogestionnaires (Algérie, Yougoslavie) et les autres voies nationales de développement économique n'ont été que des variantes du système d'exploitation que le capitalisme privé ou d'Etat exerce du centre industriel à la périphérie. Or, non seulement les différentes politiques de développement mises en œuvre ont été un échec, mais l'écart entre les pays nantis et les autres, à quelques exceptions près, s'est creusé de plus en plus. Les seuls bénéficiaires de ces politiques ont été les diverses bourgeoisies nationales des pays du Tiers-Monde qui confisquent à leur avantage la presque totalité du revenu national. S'il n'y a pas eu de décollage économique, cela n'a pas tenu seulement, comme les idéologues bourgeois ont tendance à l'insinuer, aux difficultés d'application du modèle de développement économique occidental à des réalités culturelles différentes. Il ne faut pas être dupes. La reconnaissance des diverses conditions d'existence des pays d'Afrique ou d'Asie sert de justification à l'état de choses actuel dans le cadre de la nouvelle division internationale du travail.

La question que se posaient les intellectuels des pays pauvres, à savoir si les pays industriels voulaient ou non le développement économique du Tiers-Monde, doit aujourd'hui être reformulée en ces termes : « A quelles conditions et avec quelles modalités l'Occident va-t-il permettre l'essor économique de sa périphérie ? » Une croissance « appropriée » pour les pays du Tiers-Monde ne peut signifier, dans les conditions actuelles, que la recherche, de la part des divers impérialismes, d'un statu-quo économique et social qui écarterait les aléas politiques dans certaines parties du globe qui rendent périlleux leurs « investissements » et leurs visées hégémoniques (exemples récents : l'Iran pour les USA et l'Egypte pour la Russie). La réalité des problèmes du Tiers-Monde se révèle chaque jour plus claire. Les pays industrialisés vivent de plus en plus sur le dos des autres pays. Et non seulement les bourgeoisies nationales, mais la classe ouvrière des pays nantis aussi profite de cet état de chose. Et cela, au point que l'on peut dire que le niveau de vie de la classe ouvrière des pays industrialisés est proportionnel au taux de pillage réalisé par leur bourgeoisie aux dépens des pays de la périphérie du système.

Telle est la réalité propre à la logique du capitalisme privé ou d'Etat, et que tout discours lénifiant d'aide ou de secours aux pays en détresse ne saurait cacher ! Toute politique de « transferts » financiers, soit-elle de 1, 2, 3, 10% du PNB, ne peut que ressembler fâcheusement aux œuvres de bienfaisance des dames de charité d'antan qui prêchaient la morale et la continence aux ouvriers, après que leurs maris les avaient pressés comme des citrons à l'atelier. Non, les pays du Tiers-Monde n'ont que faire de la charité de ceux qui les tiennent dans cette situation de sujétion. La concertation Nord-Sud, à travers des rencontres comme celle de Caucun, n'ont pas eu et ne peuvent avoir de résultats tangibles. Le « co-développement généralisé » dont Mitterrand s'est gargarisé là-bas ne peut signifier que la planification du partage et la redéfinition des rôles dans un contexte de crise mondiale. Il est donc normal que les USA, qui semblent décidés à faire cavalier seul sur le plan économique? se soient fait tirer l'oreille avant d'accepter un accord de principe pour ouvrir des « négociations globales » entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Mais le désaccord formel entre la position de pays comme la France socialiste (qui a tenu à faire des déclarations très belles parce que franchement démagogiques) ou celle des USA (soucieuse de conserver sa chasse gardée en Amérique ou ailleurs) ou même celle du dernier des invités (qui explique à Reagan que les choses en Tanzanie n'étaient pas les mêmes qu'en Californie), tout cela ne pouvait être que du folklore : une belle pose comme celle que les 22 chefs d'Etats ont dû prendre pour la photo-souvenir. Mais comment aurait-il pu en être autrement ? Dialogue entre le Nord et le Sud, voilà qui est bien dit; mais le dialogue entre qui et qui ? Allez donc en parler aux gens qui en ce moment crèvent de faim !

M.G

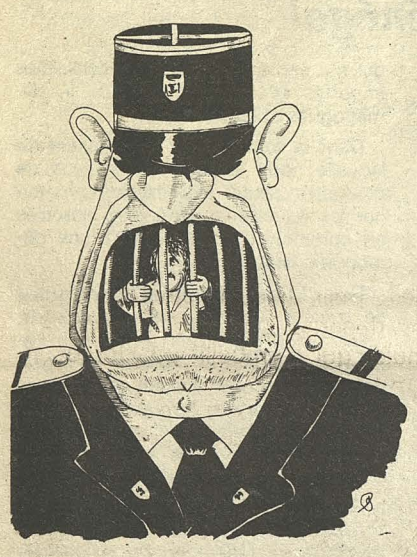
PRISON

Tous les prisonniers sont des prisonniers politiques

A Bondy, lors de notre dernière réunion de propagande, le groupe avait invité Serge Livrozet pour nous parler des prisons. Nous avons pu y mettre en valeur les principaux facteurs menant à la prison, son rôle, et surtout les moyens d'apaiser les conflits sans recourir à la prison.

Sur ce sujet, toujours pudiquement écarté, il est bon de posséder quelques points de repère.

En effet, 89% des hommes sont emprisonnés pour atteinte à la propriété privée (vols de toutes sortes) et 75% des femmes le sont pour agression envers un mari, un amant, une rivale ou pour infanticide. D'autre part, il est à remarquer que l'essentiel de la petite délinquance est fournie par la classe ouvrière. Aussi, nous avons pu mettre en valeur les inégalités sociales comme principal facteur conduisant à la prison. Effectivement, suivant la place que nous occupons dans la société, nous ressentons plus ou moins dure-



ment l'autorité, la hiérarchie, le pouvoir que certains s'octroient sur notre dos.

Souvent, le mal-vivre ou simplement le besoin de vivre décemment peut nous pousser à enfeindre les règles de l'organisation sociale bourgeoise, en espérant échapper à la répression. C'est pourquoi nous faisons nôtre la formule : « Tous les prisonniers sont des prisonniers politiques ». D'ailleurs, cette séparation entre droits communs et « politiques » vient souvent de l'intérieur même des prisons. Notons au passage l'incohérence de beaucoup de « politiques » qui prétendent représenter le peuple et qui refusent de partager leur vie, y compris en prison. Les prisonniers de l'IRA à Long Kesh en sont un exemple.

Malheureusement, la prison est une notion bien intégrée à notre système de pensée, y compris chez la majorité des prisonniers qui ont « la prison dans la tête » et seraient contre sa suppression. Face à cette constatation, Livrozet privilégie le combat culturel. Il s'agit de dépasser les revendications immédiates (parloirs plus fréquents, suppression des QHS, amélioration du travail en prison, etc.), pour aboutir à une prise de conscience. Cette prise de conscience de la prison (comprendre que le responsable ce n'est pas le maton mais cette société inégalitaire) passe par une capacité d'analyse plus développée, d'où l'importance du combat culturel.

Le hic, c'est que Livrozet est bien d'accord pour reconnaître qu'il ne récoltera les fruits de son travail que dans mille ans, mais nous, nous sommes pressés. Nous n'attendrons pas mille ans pour nous organiser et faire sauter les grilles des prisons. Le combat culturel et littéraire est intéressant. Bien plus, il est indispensable, mais il ne saurait être suffisant.

Actuellement, il serait nécessaire que les gens ne se regroupent pas sur une solidarité éphémère de circonstance, mais sur une solidarité de raison. On ne lutte pas contre les prisons, parce qu'un frère ou un ami s'y trouve, mais parce que la prison est la conséquence de notre société répressive ou inégalitaire. Lutter contre la prison, c'est vouloir abattre l'Etat, tous les Etats.

Bien sûr, nous sommes persuadés que pour ouvrir les prisons, il faudra fermer les ministères et la destruction des prisons ne pourra se faire sans la construction d'une société libertaire. Nous sommes conscients que la société à laquelle nous travaillons ne pourra pas être une société sans conflits. Ils seront du moins fortement diminués. En abolissant la propriété privée et le salariat, avec une durée du travail fortement réduite (satisfaction de nos besoins), les conflits liés à la société actuelle disparaîtront. Il nous restera à agir pour diminuer les conflits entre individus. Mais une vie saine, dégagée de tabous, permettrait à la tolérance mutuelle de s'exprimer et jouer un grand rôle.

D'autre part, rien n'empêche ceux qui ne désireront pas s'as-

socier à nous d'aller construire ailleurs et avec d'autres personnes la communauté qui leur conviendra. La société libertaire est une société fédéraliste et chacun sait que la vie en petites unités autonomes permet de résoudre bien des problèmes sans avoir recours à la prison.

Groupe Sevran-Bondy

PETITS COMMERÇANTS

LES PHARMACIENS EN GRÈVE

AH ! mes seigneurs, quel tintamarre ! Il a suffi qu'un ministre de la Santé applique enfin les jugements prononcés par des tribunaux administratifs, et par le Conseil d'Etat, s'il vous plaît !, pour que la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France appelle ses ouailles à une mobilisation générale et à baisser le rideau de leurs officines par un après-midi d'octobre, pas moins ! Jugez de la gravité du danger : neuf nouvelles pharmacies mutualistes vont s'ajouter aux cinquante-sept actuellement en service; les pharmacies privées, elles, ne sont que vingt mille dans le pays, il s'en crée trois cent cinquante par an et leur activité représente 98% du chiffre d'affaires global de la vente des médicaments.

Précisons encore qu'à Paris, il n'y a pas une seule pharmacie mutualiste (la première sera celle de la Mutuelle nationale de la presse et du livre qui vient de recevoir l'autorisation d'ouverture); que pour l'ensemble de la région parisienne, Paris y compris, il n'y aura donc en tout et pour tout que *deux* pharmacies mutualistes pour 4 200 pharmacies privées.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les ministres de la Santé qui se sont succédés au cours de ces vingt dernières années ont allègrement bafoué les décisions des tribunaux et de l'une des plus hautes autorités de ce pays : le Conseil d'Etat. Cela n'étonnera personne ici, bien sûr, mais il est toujours bon de souligner que les gouvernements ne respectent même pas leurs propres juridictions lorsque des intérêts privés, et puissants, sont en jeu.

Deux exemples : l'Union mutualiste du Puy-de-Dôme a introduit sa demande de création d'une pharmacie mutualiste en 1959. Demande rejetée par le ministère de la Santé. Deux jugements du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, un arrêté du Conseil d'Etat condamnent le ministre et lui ordonnent d'accorder l'autorisation d'ouverture. Celui-ci et ceux qui lui succéderont continuent sereinement de « violer l'autorité de la chose jugée ». La Mutuelle de la presse et du livre, elle, a déposé sa demande en 1970; même processus. Demande acceptée par les services du ministère de la Santé. Refus des ministres d'accorder l'autorisation, malgré deux jugements du tribunal administratif de Paris et un arrêté du Conseil d'Etat. Manifestations et pétitions n'y changeront rien. Il en fut ainsi pour les sept autres sociétés mutualistes qui voulaient créer une pharmacie.

Le changement de majorité politique aura servi — dans ce domaine au moins — à lever l'arbitraire.

Mais quels sont donc les griefs des pharmaciens privés ? Manifestent-ils pour protéger la santé des gens qui, en se fournissant dans les pharmacies mutualistes, risqueraient de ne pas recevoir de bons médicaments en raison, par exemple, de l'incompétence de ceux qui y sont employés ? Non, naturellement, car dans les pharmacies mutualistes travaillent des pharmaciens, des préparateurs dûment diplômés et autant capables que les autres. Alors ? Alors le principal reproche, qu'ils ne formulent pas ouvertement, mais qui est bien la cause principale de leur agitation, c'est que les pharmacies mutualistes pourraient porter atteinte à leurs intérêts. Ainsi, dans leurs communiqués, les syndicats de pharmaciens parlent de « graves menaces », de « faire face au danger », de « grand risque », etc. Le responsable du syndicat des pharmaciens de la Seine-Maritime déclare tout bonnement que sans les pharmacies mutualistes, les officines privées du département « pourraient doubler leurs recettes » !

En fait, les pharmacies mutualistes, n'ayant pas de but lucratif, permettent aux mutualistes de se procurer les médicaments prescrits sans faire d'avance d'argent. Elles leur vendent les médicaments non prescrits 20% moins cher. Agissant dans l'intérêt général, elles ont toujours limité à un traitement d'un mois la quantité de médicaments délivrés en une seule fois, afin d'éviter le gaspillage; elles ne proposent pas les produits parapharmaceutiques, de parfumerie, qui envahissent de plus en plus les pharmacies privées; elles diffusent abondamment des informations

visant à une meilleure éducation sanitaire, etc.; elles ne refusent pas, au contraire, de vendre les médicaments génériques, ces médicaments dont les brevets sont tombés dans le domaine public et qui coûtent 30 à 40% moins cher. Les pharmaciens privés, eux, ont refusé de les distribuer et leurs syndicats ont été dernièrement condamnés à plusieurs millions de francs lourds d'amende pour cette raison. Voilà ce qui gêne messieurs les pharmaciens des officines privées.

Les pharmaciens « libéraux » prétendent encore qu'il n'y a plus aucune raison de créer des pharmacies mutualistes puisque, eux aussi, ils offrent de délivrer gratuitement les médicaments prescrits. Ils proclament qu'ils ont depuis longtemps conclu des conventions pour ce faire avec la Sécurité sociale et des sociétés mutualistes.

On pourrait, en premier lieu, trouver curieuse cette obstination des pharmaciens du secteur libéral à refuser aux sociétés mutualistes le droit de fonder des pharmacies. D'ordinaire, le secteur libéral exige la liberté absolue de créer des entreprises; c'est un champion de la libre concurrence. Il est vrai que c'est pour ses ressortissants seuls qu'il veut ces libertés; il en bannit le secteur social, considéré depuis toujours comme un pestiféré.

Mais passons sur cette conception réactionnaire qui n'est pas pour nous étonner non plus, et voyons comment ces conventions ont été appliquées par les pharmaciens. La *Revue de la Mutualité*, dans son numéro d'octobre 1981, nous dit que « 22% des Français n'ont jamais entendu parler de ces systèmes qui leur évitent d'avancer de l'argent. Quant à ceux qui les connaissent, 71% n'en ont jamais profité. » La revue *Que choisir* remarquait dans son numéro 122 d'octobre 1977 : « Cette convention n'a finalement bénéficié aux consommateurs que dans les villes où la présence de pharmacies mutualistes a incité les pharmaciens d'officine à appliquer le tiers-payant. Presque partout ailleurs, le texte est resté dans les oubliettes. Vingt ans se sont écoulés au cours desquels la dispense de l'avance des frais de pharmacie aurait pu entrer dans les mœurs et devenir un droit. »

Aujourd'hui, la Fédération des syndicats pharmaceutiques veut lancer une campagne d'information pour le public. Comme le souligne la *Revue de la Mutualité* : « Pour une convention signée en 1954, que voilà un souci méritoire..., mais un peu tardif ! »

En vérité, ces conventions bidon n'ont été signées par les pharmaciens des officines privées que pour empêcher l'action des sociétés mutualistes de se développer rapidement contre le refus scandaleux des ministres de la Santé de l'époque d'accorder des autorisations d'ouverture des pharmacies mutualistes. Gouvernement et syndicats de pharmaciens ont bien agi de concert.

Ainsi, une fois de plus, il est prouvé que, dès qu'une mesure d'intérêt social est prise, les capitalistes — petits ou grands — agissent vigoureusement pour défendre leurs privilèges; ils ne peuvent admettre que la plus petite atteinte leur soit portée. Pourtant, s'il est un domaine où il semble honteux de « faire de l'argent », c'est bien celui de la santé.

Les travailleurs, groupés dans leurs sociétés mutualistes, ne se laisseront pas impresionner par ces cris. Ils continueront de créer des œuvres sociales, de les gérer. La solidarité, c'est une « vertu » qu'ils connaissent bien; voilà des siècles qu'ils la pratiquent face aux mercantis et à l'humiliante charité. Il n'y a pas de raison qu'ils s'arrêtent...

A. DEVRIENDT

informations internationales

ITALIE

Pannella en grève de la faim

CELA fait maintenant deux mois que Marco Pannella a entrepris une grève de la faim. Pannella est député au Parlement italien et au Parlement européen, et membre du Parti radical qui se veut à la fois libertaire et non-violent. L'intention de Pannella est de n'arrêter sa grève de la faim « que si des plans d'intervention d'urgence sont élaborés pour sauver au moins 1/10e des hommes qui seraient morts de faim et d'indifférence en 82. » Une proposition de résolution allant dans ce sens et signée de Pannella a été déposée au Parlement européen le 7 juillet 81 et adoptée solennellement le 14 octobre dernier à la majorité absolue.

La grève de la faim est à la mode. C'est maintenant un moyen employé avec plus ou moins de succès pour soutenir des causes très diverses. Le fait est que la grève de la faim vise à « culpabiliser » les personnes auxquelles elle s'adresse et comporte donc de bonnes chances de succès; il n'y a tout de même pas au monde que des Thatchers. Il faut remarquer que la grève de la faim de Pannella n'est qu'une partie, la partie la plus spectaculaire, d'une lutte également menée au sein du Parlement européen. Mais une lutte n'est pas bonne en soi; ce qui la valorise est son rapport avec la cause qu'elle défend.

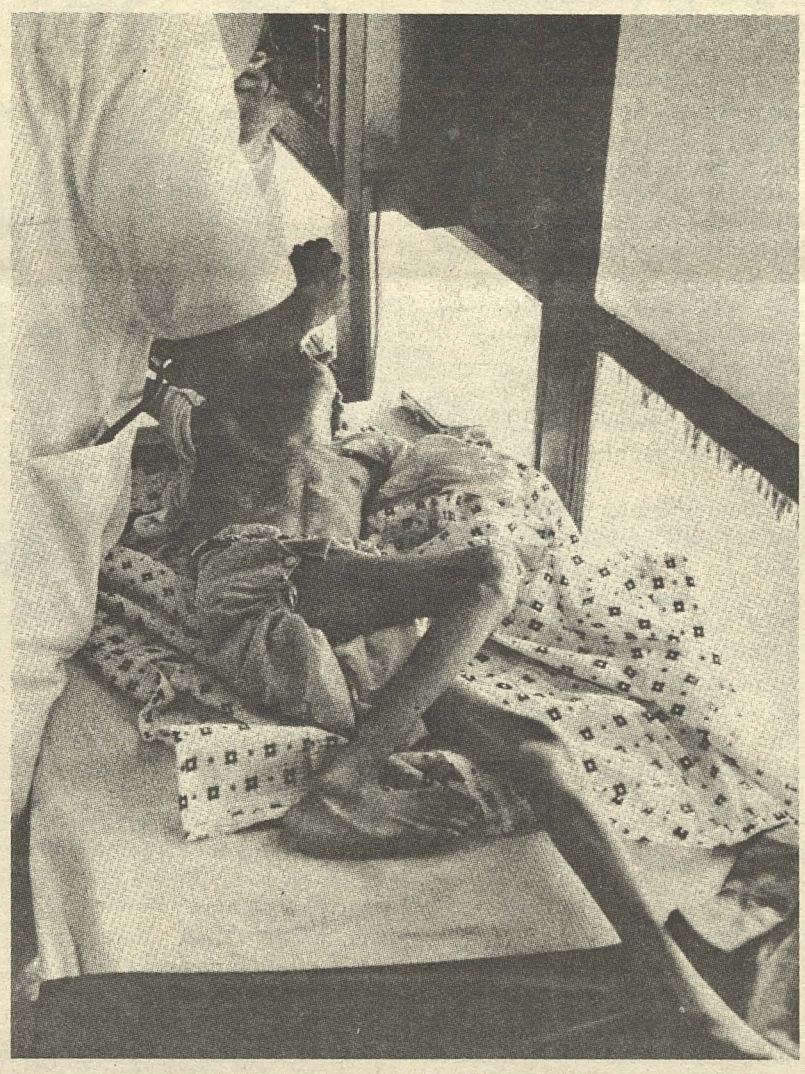
Il est évident que pour Pannella et les siens l'objectif n'est absolument pas de résoudre le problème, mais seulement de faire une tentative pour améliorer la situation (temporairement) et c'est avec cela que l'on peut être d'accord ou pas. C'est-à-dire que si l'on soutient cette lutte, on ne peut le faire « qu'en attendant mieux », ce qui, il ne faut pas se leurrer, n'arrange les choses que très relativement.

En effet, si chaque année environ 40 millions de personnes meurent de faim dans le monde, ceci n'est pas un hasard ou une fatalité qui serait un grain de sable importun dans une mécanique parfaite. C'est le produit d'un système économique et social. Est-il nécessaire de rappeler que le fait que des gens crèvent de faim n'est pas nouveau ? Il semble même que cela aille en s'aggravant sous l'effet de la croissance démographique. Il est remarquable que les seules actions qui aient vraiment reflété une volonté certaine d'améliorer le sort des affamés n'ont été que des quêtes ponctuelles (en gros une fois tous les cinq ans : Biaffra, Sahel, Cambodge) et à ces occasions, ce sont les moins pauvres (les pauvres des pays développés) qui sont venus en aide aux plus pauvres, aux affamés. A part ça, on a toujours un bon gros bougre qui vient nous parler « des enfants qu'il faut sauver » régulièrement, une fois par an, à la télévision, aux environs de Noël...

Interpeller les gouvernants, les parlementaires, telle est l'action du Parti radical italien. Tout porte à croire qu'il y a là une impasse. En effet, la bonne volonté des gouvernements est bien connue : se contentant de formuler des vœux pieux, ils n'ont donc visiblement pas l'intention d'aller plus loin. Dernièrement encore, les chefs d'Etat se réunissaient (luxueusement) à Cancun, pour décider (ni plus ni moins) qu'il faudrait un jour organiser des négociations. Si l'on se réfère aux réunions de la CNUCED, il est visible que des négociations ne peuvent que montrer une fois de plus que la situation est bloquée : les uns veulent les moyens de ne plus avoir à mendier, les autres préfèrent (et ne s'en cachent pas) la situation actuelle, néo-coloniale. Les pays où sévissent la sous-nutrition et/ou la malnutrition n'ont pas les moyens de sortir de cette situation d'eux-mêmes — s'ils « vendent à l'étranger », cela rapporte relativement peu, la loi du marché étant la loi du plus fort, et essentiellement à la classe dirigeante de ces pays.

Les parlementaires ne sont guère différents des chefs d'Etat quoique les parlementaires européens aient, eux, bien peu de pouvoir effectif, ce qui n'arrange rien quant à l'action de Pannella et du PRI. L'action de Pannella et du PRI est naïve. Mais cette action est aussi une provocation, et là, elle nous est plutôt sympathique. Demander aux dirigeants de remédier à la catastrophe dont ils sont responsables, en l'occurrence la mort de 40 millions de personnes chaque année, est une idée pas bien compliquée et il nous faut bien reconnaître que jusqu'à présent pas grand-monde y avait pensé. Refuseront-ils de sauver des vies humaines ? Impossible ! Que feront-ils donc ? Un geste... Et l'ampleur de ce geste montrera bien encore une fois les limites de cette action.

La faim dans le monde est le produit d'un système économique et social, et les anarchistes ne veulent pas se contenter d'aménager le système pour simplement limiter les dégâts.



Se battre pour les droits de l'homme, d'accord, mais les droits de l'homme, c'est d'abord l'égalité — « les hommes naissent libres et égaux en droits » — et non une moindre inégalité.

La réalité est effectivement que nous naissons inégaux quant à nos chances de survie selon que l'on naît en France ou au Bengla-Desh par exemple. La réalité est aussi que passer de la situation actuelle à une situation *d'égalité économique de tous les individus*, c'est tout bonnement faire la révolution mondiale. Je ne sais combien de lustres nous en séparent, mais il me semble qu'il pourrait être utile de prendre ça au sérieux. C'est en tout cas dans cette perspective qu'il faut envisager la lutte aujourd'hui.

G.L.

SÉNÉGAL

Les anarchistes sénégalais s'organisent

C'EST avec un grand enthousiasme que nous avons appris la confirmation de l'existence d'un mouvement anarchiste au Sénégal, cité également dans le dernier numéro d'*Agora*.

C'est un de nos compagnons vivant au Sénégal qui nous informe de cet espoir de voir les idées anarchistes pénétrer le continent africain, qui plus est, sous une forme organisée. Espérons que nos compagnons sénégalais, malgré les problèmes qu'ils doivent affronter : absence de tradition anarchiste dans leur pays (d'où quelques confusions de termes dans leurs écrits), forte pression religieuse et institutionnelle, réussiront dans leur œuvre émancipatrice. La déclaration de principes généraux (ci-dessous) a été publiée dans le journal *Le Politicien*.

Fédération anarchiste

Déclaration des anarchistes du Sénégal

« Les anarchistes du Sénégal, toutes nationalités confondues, après une analyse rigoureuse de la situation politique, économique et sociale, de notre pays, ainsi que des formations politiques sénégalaises actuelles plus ou moins antagonistes et qui s'entre-déchirent dans d'interminables discours théoriques, creux, plus stérilisants que mobilisateurs et n'ayant que peu de prise sur les masses populaires, ont abouti aux conclusions suivantes :

— les structures économiques et sociales existantes bloquent les mécanismes sociaux au Sénégal et le progrès humain. A la lumière des expériences vécues, les structures et projets de société envisagés par les partis et formations qui s'agitent actuellement ont toutes les chances de pérénniser ce blocage, mais sous d'autres formes, en substituant une classe ou un groupe nouveau d'exploiteurs à l'ancien;

— les partis qui rivalisent et s'entre-croquent sur l'arène politique sénégalaise n'ont, paradoxalement, d'autres chats à fouetter que ce qui leur permet de se mettre individuellement en évidence. Cette carence explique en grande partie leur division artificielle et leur faiblesse actuelle et future, face à l'ennemi commun : **l'impérialisme occidental, le social-impérialisme soviétique et l'hégémonisme des grandes puissances**;

— la carence soulignée des formations politiques sénégalaises, leurs tendances persistantes à croire qu'elles détiennent le monopole de la vérité et de la démarche adéquate alors que les programmes qu'elles avancent et leurs pratiques politiques sont presque toutes similaires indiquent, de façon prévisionnelle, qu'une fois le pouvoir « acquis », elles ne peuvent qu'instaurer un Etat totalitaire de droite ou de gauche où l'obéissance aveugle à des chefs bureaucratiques plus conspirateurs que démocrates, sera exigée des masses populaires;

— compte-tenu des visées hégémonistes qui les marquent, pas un seul parti parmi les partis qui s'agitent actuellement (parti en situation ou de l'opposition), n'est capable de promouvoir une démocratie directe où les masses populaires et des travailleurs libres seront à même de faire respecter leur désirata, et leurs justes besoins à leurs dirigeants dirigés.

A partir des diverses conclusions de leur analyse, les anarchistes du Sénégal originaires de divers pays ont décidé de passer du stade où ils évoluaient comme un poisson dans l'eau dans l'univers sénégalais pour passer à celui de l'organisation.

La préoccupation majeure et constante des anarchistes du Sénégal est de ne pas prendre le pouvoir, mais de lutter inlassablement sur les terrains de la pratique et de la théorie contre tous les pouvoirs infernaux par essence et contre l'appropriation privée des grands moyens de production.

Nous luttons pour l'instauration d'un socialisme autogestionnaire décentralisé et fédéraliste. Dans notre programme, nous expliquerons en détails les fondements et le contenu de ce socialisme, qui n'a rien à voir avec les socialismes importés et autres « africains », démagogues et autoritaires.

Dans la société pour l'avènement de laquelle nous luttons, les moyens de production seront exploités en commun par les travailleurs sénégalais associés en commun dans le cadre d'une démocratie directe.

Dans la conception de notre projet de société, sans les nier totalement, nous avons pris notre distance à l'égard des théories et modèles étrangers pour nous inspirer surtout du contenu et de la forme des formations sociales sénégalaises et africaines analysées dans leur évolution historique, et compte-tenu de leur contexte historique spécifique.

A cet égard, notre projet de société s'inspire de l'organisation et des fondements de la fédération de villages lébous et de la formation sociale des Ballantes (Casamance et Guinée Bissau). Ces formations sociales qui n'étaient pas primitives du tout, étaient organisées de telle façon que les sociétés concernées n'avaient ni classes dominantes ni chefs exploiteurs. En outre, une démocratie directe non imposée du haut y prévalait. Cette forme d'organisation qui, selon nous, pourrait parfaitement être adoptée même en l'état actuel de nos forces productives, pour peu que soient brisées les assises des classes exploiteuses, et les possibilités d'apparition de dirigeants totalitaires, constitue le modèle qui guide nos démarches. Modèle où la passivité et l'obéissance aveugle à des chefs exploiteurs et anti-démocrates n'auront pas cours.

Pour faire aboutir notre projet de société, nous, les anarchistes du Sénégal et nos sympathisants, que nous pensons nombreux, axeront également nos luttes contre les phénomènes pernicieux suivants :

— avènement d'une société à fort caractère étatique ou bureaucratique;

— obscurantisme, fanatisme, pédantisme, discours creux n'ayant aucun lien avec la réalité objective, et réduction des droits de la personne;

— antagonisme des riches et des pauvres;

— ethnocentrisme à caractère hégémoniste;

— nationalisme étriqué;

— pseudo-démocratie en porte-à-faux avec une organisation économique injuste;

— démocratie imposée du haut.

Les anarchistes du Sénégal, toutes nationalités confondues, réunis le samedi 13 juin 1981 à « l'Ile de Gorée », futur siège statutaire de leur mouvement, ont également mis sur pied un comité de réflexion pour les statuts (CRS) aux fins de l'élaboration de leurs statuts juridiques, statuts imposés par les lois contraignantes de l'Etat bureaucratique sénégalais, leur programme politique, économique et social et **leur stratégie de lutte pour ne pas accéder au pouvoir.** A l'issue de leur réunion, les anarchistes du Sénégal ont créé leur instrument de combat : le « Parti » anarchiste pour les libertés individuelles dans la « République. » (« P » ALI « R »).

NOTE DE LECTURE

La Diva et le Kriegspiel

par P. Christin et A. Goetzinger
Ed. Dargaud

TOUS ceux qui ne s'engagèrent pas activement et d'emblée dans la résistance furent-ils des collabos ? Tous ceux qui, par lâcheté, par indifférence, pour préserver leur petit confort ou tout bêtement pour survivre, s'adaptèrent à l'occupation nazie et au régime de Vichy, furent-ils des traîtres ? Tous ceux qui, lorsque l'histoire bégaye ou s'accélère brutalement, se réfugient dans le repli sur soi ou refusent de choisir clairement leur camp, renforcent-ils l'ordre dominant par leur « abstentionnisme » ?... Telles sont les grandes questions que pose le film *Le Chagrin et la Pitié* qui, après des années de censure, vient enfin de passer à la télé. Telles sont également les grandes questions que pose *La Diva et le Kriegspiel*.

Camille Prévost, la future Diva, est née en 1913 dans une famille modeste. Par un concours de circonstances, elle échappe cependant à sa destinée de fille de pauvres et devient une grande chanteuse d'opéra côtoyant le « beau linge » de l'époque. Une artiste, donc, la Diva ! Une artiste comme il y en a tant, obnubilée par l'exercice de son art et imperméable à tout ce qui n'est pas l'exercice de son art. Le Front populaire, la débâcle, Vichy, elle a traversé tous ces événements comme une ombre, elle s'y est adaptée. Certes, sa position sociale l'a amenée à fréquenter les tenants du pouvoir en place, mais dans la mesure où elle ne s'est jamais mêlée de politique, cela suffit-il pour la considérer comme complice de tout ce qu'a fait ce pouvoir ? C'est en tout cas ce qu'a l'air de penser la Résistance qui la juge pour son intervention « accidentelle » lors d'un barrage organisé par le maquis. Alors, finalement, le non-engagement sert-il ou non de caution à l'ordre dominant et de ce fait tous ceux qui se contentent d'être spectateurs de l'histoire politique et sociale de leur époque sont-ils ou non coupables ?

Comme on le voit, les questions que pose Christin sont des questions de fond qui dépassent le cadre étroit de l'anecdote. Par-delà l'artiste, c'est le rapport de l'individu avec son environnement politique et social qui est visé. Un problème éternel, donc. Un problème qui semble hanter Christin puisque nombre de ses scénarios antérieurs s'articulaient déjà autour de ce thème de la responsabilité de l'individu dans le déroulement du processus historique. « La demoiselle de la légion d'honneur », notamment, participait à cette interrogation sur la frontière entre le déterminisme et la liberté.

Une bande dessinée à lire, donc. A dévorer même, puisqu'à la qualité du scénario s'ajoute celle du dessin. Annie Goetzinger, en effet, a un coup de crayon envoûtant et on ne se lasse pas du charme étrange de son graphisme. Mieux, on en redemande. Alors, P. Christin et A. Goetzinger, à quand le prochain album ?

Jean-Marc RAYNAUD

YVON BARBEAU

« Yvon Barbeau a du génie. Ce petit homme est un volcan. Il réinvente les auteurs, rallume leurs feux secrets, jette sur les cités leur lave, leurs pierres. Il brûle la nuit de leurs délires, de leurs hallucinations. On a presque peur. On va claquer sous l'émeute des cris et des mots qu'il sait dire d'une science parfaite avec leur sonorité, leur frappe, leur puissance. »

Voilà ce qu'écrit Xavier Grall à son sujet. Nous, anarchistes, avons besoin d'une telle voix pour sentir renaître chaque jour en nous l'espoir et la révolte.

C. ESC.

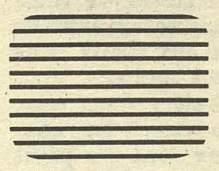
Il sera à la Tanière, tous les mercredis, jeudis, vendredis et samedis de novembre à 21 heures, 45, bis, rue de la Glacière, Paris 13e.

Du 9 au 16 novembre,
notre copain Bernard Lavilliers
se produira au Palais des Sports de Paris
(Porte de Versailles)

SÉLECTION

RADIO

— *France-Culture* : le 5 nov. à 20 h. : *La Vie est un Songe*, de Calderon de la Barca. Où est la frontière entre le réel et l'irréel ?
Le 7 nov. à 14 h 05 : L'aventure espagnole d'André Malraux.
Le 7 nov. à 20 h : *L'Etoile de Service*, de Lope de Vega. Situation pré-cornélienne.
Le 9 nov. à 20 h : Redécouvrir Maurice Renard. Une série de six émissions sur un des meilleurs auteurs d'anticipation scientifique français.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 6 nov. à 20 h 30 : *Monsieur Vernet*, de Jules Renard. Un classique.
Le 8 nov. à 20 h 30 : *Dernier amour*, de Dino Risi. Comment transformer le pathétique en comique.
Le 8 nov. à 22 h 30 : *Kurt Weill*. Le célèbre créateur de la musique de l'Opéra de Quat'Sous.
Le 9 nov. à 13 h 50 : *Prévert sur paroles*.
Le 9 nov. à 20 h 30 : *Les Reivers*, de Mark Rydell, d'après Faulkner, avec Steve Mac Queen. L'ambiance du vieux Sud.

— *A2* : le 5 nov. à 20 h 35 : *Le Fantôme de la liberté*, de Luis Bunnuel. Les armes de l'humour et de la dérision.
Les 5 et 6 nov. à 17 h 20 : *Les Iles maldives*. Le cancer du progrès.
Le 6 nov. à 20 h 35 : *Non-lieu*. Une série de quatre émissions de Pierre Desgraupes.
Le 7 nov. à 22 h 35 : *Quatre hommes, une pirogue au Surinam*. L'Amazonie, enfer ou paradis ?
Le 8 nov. à 20 h 35 : *L'Inconnu d'Arras*. Une pièce d'Armand Salacrou. L'amour et l'oubli, la haine et l'espérance.
Le 10 nov. à 20 h 40 : *Staline est mort*, de Yves Ciampi, d'après Jean Ellenstein. A ne pas rater. Eventuellement, téléphoner à SVP 11.11.

— *FR3* : le 7 nov. à 20 h 30 : *L'Anneau d'Amethyste*. L'affaire Dreyfus vue par A. France.
Le 8 nov. à 21 h 40 : *La Marseillaise*. Michel Debré et Marc Ogeret dans la même émission.

Radio-Libertaire — une voix sans maître

En direct sur Radio-Libertaire

Travailleurs sans papiers en lutte !

ILS sont 300 à 400 000 en France, surtout en région parisienne. Ils n'ont pas de contrat de travail, pas de papiers, pas de cartes de séjour, mais ils veulent vivre ! Alors ils acceptent n'importe quel boulot, la plupart du temps très mal payé (100 F par jour), sans aucune protection sociale, évidemment. Ils sont une proie rêvée pour les petits patrons peu scrupuleux. On les retrouve comme distributeurs de publicité dans les boîtes aux lettres, ouvriers du bâtiment, serveurs de restaurant, travailleurs agricoles saisonniers, etc.

Le gouvernement socialiste a promis de considérer comme travailleurs en règle tous ceux qui auraient un contrat de travail. Alors ils en ont réclamés à leurs patrons... qui refusent de leur en fournir. C'est pourquoi ils se sont organisés et se sont mis en grève. Déjà à Montreuil, à Vitry, à Paris (boulevard Richard Lenoir) de telles grèves ont été des réussites. C'est maintenant le tour d'une nouvelle entreprise avec occupation de locaux : la société DMS, 3, rue de Madagascar, Paris 12e.

A l'heure où ces lignes seront imprimées, la grève sera peut-être terminée (et nous en tiendrons avisé les lecteurs du ML), mais au moment où elles sont écrites, la grève se poursuit avec comme objectif : un salaire décent et la délivrance de contrats de travail.

Les grévistes gèrent leur lutte directement à la base et lancent un appel à la solidarité. Ils ont pris notamment contact avec Radio-Libertaire-Paris et ils ont pu exposer leurs problèmes sur les ondes le lundi 26 octobre 1981. Ils n'accordent qu'une confiance très limitée dans les promesses gouvernementales et ils refusent par avance toute « solution » qui les mettrait hors-la-loi après avoir feint de s'intéresser à leur sort.

Comme ils sont dispersés dans une multitude de petites entreprises, ils ont décidé de se regrouper pour assurer un maximum les tâches de solidarité. On peut les joindre à : coordination des travailleurs sans papier en lutte, 27 avenue de Choisy, Paris 13e. Permanences mardi et jeudi de 18 à 20 h.

Tout contribution extérieure sera bienvenue : dons, impression de tracts, prêts de salle, popularisation de la lutte, etc.

Pour l'équipe d'animation de Radio-Libertaire
Yves

Radio-Libertaire, émettant sur Paris et proche région, tous les jours, sauf le dimanche, de 18 à 22 h, sur 89,5 MHZ en F.M.

IMMIGRATION

Travailleurs sans papiers

SAMEDI 31 octobre se tenait à la Bourse du Travail du XIe arrondissement un meeting de soutien aux travailleurs immigrés « sans papiers », organisé par la MTI (Maison des Travailleurs immigrés).

Rappelons les faits : depuis le 10 mai, le gouvernement socialiste encourage les nombreux « clandestins » à sortir de l'ombre en leur proposant l'obtention d'une carte de séjour provisoire, ceci sous certaines conditions (ex. : justifier d'un emploi stable). Beaucoup d'immigrés appartiennent au secteur marginalisé du travail au noir, saisonnier ou intérimaire, et ne peuvent donc répondre aux critères demandés. Les différentes associations participant à ce meeting étaient d'accord pour obtenir : la régularisation des sans papiers, l'abrogation des lois anti-immigrés, un contrat de travail. Mais alors que le MTI se propose de négocier avec le gouvernement, des travailleurs immigrés se regroupent en comité de lutte, refusant aussi bien la négociation que la mainmise d'organisations politiques (maos). C'est le cas du comité de lutte des
tion publicitaire qui nous avaient con-
ertaire. Les travailleurs sans papiers de
sont en grève depuis dix jours et occu-
r de leur patron un contrat de travail.
le ce statut permanent que représente
re reconnus comme résidant en France.

lignité de leur droit mérite toute notre
ades libertaires à passer au 3, rue de
e comité des sans papiers en lutte.

Groupe du Marais de la F.A.

Georges Brassens : le minnesinger des temps modernes !

(suite de la page 1)

C'est Jacques Grello qui lui prêta une guitare pour qu'il aille tenter sa chance sur la place du Tertre. Ce ne fut pas toujours facile. Je le revois montant les escaliers de la Butte en s'arrêtant au Château des Brouillards, à flanc de côteau, pour faire la pose dans la librairie que je tenais alors. C'est dans cette librairie, où il aimait s'arrêter pour tailler une bavette avec le libraire son ami, qu'il signera, entouré de tous les copains, son premier recueil de chansons. Il aimait cette boutique où il reviendra souvent pour soutenir quelques jeunes écrivains présentant leur premier livre. Je crois bien, mais je n'en suis pas sûr, que c'est là qu'il rencontra Michel Simon.

C'est dans la salle pittoresque du Moulin de la Galette qu'il fera son premier gala, organisé par le groupe libertaire Louise Michel. Puis nous le verrons à la Mutualité. Brassens aimait alors ce public sérieux, chaleureux et attentif qui fréquentait nos salles. Il y trouvait ce milieu intimiste qu'il affectionnait. C'est à la Mutualité, comme je l'ai dit dans mon livre *L'Anarchie dans la société contemporaine*, que je lui fit rencontrer Albert Camus. Des hommes de la même structure intellectuelle, faits pour s'entendre, comme Ferré et Breton par exemple !

Puis nos chemins s'écartèrent insensiblement; le climat de nos fêtes se détériorait, les braillards s'étaient emparés de nos salles, encouragés par un certain nombre de crétins que nous avions tort de tolérer parmi nous. Les anciens, qui se rappellent nos galas des années 65-70, savent bien ce que je veux dire. La dernière fois que nous le vîmes à la Mutualité, je me rappelle : une salle houleuse, rigolarde, sans mesure. Je le revois avant son tour de chant, indigné par la manière dont un public jeune chahutait des artistes inexpérimentés qui assuraient la première partie. Nous étions auprès de lui, Michel Ragon, Bernard Clavel et moi-même, et j'ai eu l'impression que nous ne le reverrions plus chanter pour nous. Ce fut en effet son dernier gala dans nos milieux. Tous ces petits cons d'alors, qui sont devenus de bons bourgeois au cul merdeux, avaient « gagné » ! Pour ma part, je reverrai Brassens trois ou quatre fois, au hasard des rencontres, sans plus. L'une d'elles m'est restée à l'esprit. C'était dans le cabaret de Monique Morrelli, rue du Chevalier de la Barre. Nous avions longuement parlé du tour de chant de Ferré dont il savait bien qu'il était mon ami. Ça faisait des années que je ne l'avais pas vu et je retrouvais cet homme bon, mais réservé, qui maintenant appartenait à un autre monde que celui de sa jeunesse.

Brassens était-il un anarchiste ? On l'a cru, surtout au début de sa carrière. Il ne l'a jamais dit, comme il ne s'est jamais étendu longuement sur la période qu'il a passée avec nous. Désillusions ? C'est possible. Les hommes sont ce qu'ils sont. Mais il y a compté des amis dont nous fûmes. Le Brassens que j'accueillais au quai Valmy avec son ami Armand Robin était anarchiste comme on l'est à vingt ans, avec fougue et avec ignorance. Il soutiendra notre Fédération pendant des années sans sembler trop y croire : il aidera la résistance à Franco, je le sais !

Brassens, esprit libertaire s'il en fut, était un anarchiste à sa manière, c'est-à-dire un esprit en-dehors de tous les dogmes. Nos militants ont trop tendance à voir ces esprits de qualité qui parfois nous approchent et dont le rayonnement nous enchante comme s'il s'agissait de militants de groupes préparant la révolution sociale. Moi, qui ai connu beaucoup ceux-là, je ne me suis jamais fait d'illusions et j'ai toujours compris la limite de nos intellectuels de qualité. Oui, Brassens, celui de la maturité, fut un esprit libre, un humaniste, un libertaire à la manière de La Boétie, marqué par le « Que sais-je » de Montaigne, avec ce tour d'esprit goguenard et polisson qui lui venait des fabliaux qu'il adorait, avec une dent dure qui parfois perçait son sourire indulgent. Il a été un musicien et un poète, et ses batailles avec le verbe, avec le mot, avec la phrase, ont pris la place de celles qui avaient bercé sa jeunesse. Le culte des copains qui le caractérisait fut peut-être un alibi, une justification de la réduction de l'amour envers tous les hommes à celui de quelques-uns judicieusement choisis. Mais si Brassens fut un homme de bien, « un honnête homme », auraient dit, au siècle des Lumière, d'autres « honnêtes hommes » qui passèrent leur temps à se traîner dans la boue, Brassens fut aussi un artiste. Modeste ? Oui... bien sûr. Il le dit ! En était-il sûr ?

Dans le florilège de Brassens, il y a Paul Valéry. A vrai dire, en-dehors que ce pisse-froid comme Brassens est né à Sète, je n'ai pas encore bien compris pourquoi. La chanson de Brassens est chaleureuse, nourrie de soleil, de soupe aux choux et de derrières ronds à souhaits. Vous voyez, vous, Valéry dans cette mouvance ? En réalité, les chansons de Brassens sont des petits morceaux d'antologie bien construits, clairs, avec un début et une fin. Elles me font penser aux tableautins des peintres polissons du XVIIIe siècle. La musique colle à la phrase. Il nous a dit cent fois qu'il s'agissait d'un travail d'artisan, sans autre pensée que de distraire et d'amuser. Peut-être, mais le tout est réhausser d'un brin de moralisme qui cligne de l'œil pour nous faire comprendre qu'il le dit mais qu'il n'y croit pas. Ses chansons resteront, nous disent les commentateurs délirants ! C'est vrai, même s'il faut s'attendre à un inévitable déchet. Certaines pièces, d'ailleurs, ne pouvaient qu'être chantées par lui. Car le Brassens chanteur, qui n'avait plus grand-chose à voir avec celui de ses débuts, mordait dans son texte avant de nous le restituer, accompagné des minces plis de son visage, ce qui était du grand art, mais de l'art d'interprète, du comédien à la chanson. Oui, Brassens restera, et chanter ses chansons ressucitera l'homme de bien que tout le monde aimait.

Il avait été mon ami et j'avais été le sien. La vie qui coule nous avait éloignés sur des chemins différents. Chaque fois qu'au détour d'une chanson un souvenir réapparaissait, je savais qu'il était resté mon ami et les quelques fois que je l'ai revu, j'ai su d'un mot, d'un regard, sans inutile exubérance, que j'étais resté le sien.

C'est curieux toutes ces années qui se déroulent en arrière jusqu'à me montrer ce jeune homme dont la grosse moustache noire se dessine et qui, sur le fond, n'est pas différent de ce vieux monsieur aux crins blancs que je vois sur mon écran pour la dernière fois. Que dire de plus. Georges Brassens : un type bien qu'on se sent heureux d'avoir connu ! Banalité sur un homme qui ne le fut pas !

Maurice JOYEUX

Gala 1956

Les adjectifs tout faits que l'on met entre guillemets pour décrire un spectacle, une ambiance, un tour de chant... sont bien commodes... mais il semble qu'en ce qui concerne le gala annuel 1956 du « Monde Libertaire », au Palais de la Mutualité, ils sont superflus et « redite ». Qu'il nous suffise de constater que la source de nos réussites n'est point tarie — au contraire le succès du gala du « Monde Libertaire », paré de tous les adjectifs commodes et usuels n'atténuera en rien le mot UNIQUE qui doit le qualifier.

UNIQUE, parce qu'en dépit des événements de la semaine, des salles de spectacles vides, la Mutualité était archi comble.

UNIQUE parce que le programme assuré par les meilleurs artistes de la scène parisienne a le label de la qualité et du goût et qu'il est chaque année un événement parmi les belles soirées artistiques de Paris.

UNIQUE parce qu'il y règne une ambiance qu'on ne trouve nulle part.

G. Brassens au gala

UNIQUE parce que nous avons pour nous, toute la soirée notre ami Georges Brassens qui vient nous dire tout ce que contient son cœur de joie de vivre, de besoin d'espérer, mais aussi de révolte et d'amertume devant l'injustice des hommes, devant leur mesquinerie et leur lâcheté — la salle entière retrouve son ami... l'authentique poète doublé d'un compositeur exquis qui a révolutionné la chanson actuelle... Les spectateurs ne peuvent se résoudre à le quitter : applaudissements, ovations, enthousiasme... Voilà qui termine ce gala 1956 du « Monde Libertaire », où tous les cœurs ont battu à l'unisson parce que cette foule amie qui s'écoule dans la nuit a choisi le bonheur des hommes contre l'absurdité du monde actuel en venant pendant quelques heures aider au rayonnement de ce journal libre et sain qui reste la bouée où se raccrochent tous nos espoirs et qui voudrait tenir dans ses colonnes tout l'amour du monde.

Suzy CHEVET.

SYNDICATS

L'ascension de la rose dans la classe ouvrière

DEPUIS le 10 mai, la gauche est au pouvoir en France, c'est-à-dire que la droite (« représentante du grand capital réactionnaire ») a été battue, que, donc, la majorité des électeurs français aspire à un changement politique. Oui, on a repeint la façade, et bon nombre de mauvais esprits ou réputés tels, pensent que l'Etat-molosse, avec les mécanismes et la logique qui lui sont propres, reste toujours là, imperturbable. La croyance que l'Etat représente les intérêts de tous les Français fait partie de l'idéologie dominante qu'il faut sans cesse combattre. Répétons-le encore une fois, il n'existe pas un lieu géographique appelé France dont les habitants auraient des intérêts communs et devraient par là œuvrer ensemble pour le « salut du pays ».

Il y a d'un côté les producteurs qui, par leur travail, produisent des richesses, et ceux qui profitent de ce travail, pressent le « citron » pour en avoir toujours plus. Oh, bien sûr, cela n'est plus aussi tranché qu'au XIXe siècle. Pour faire marcher l'économie, le capital a convié la classe ouvrière à venir manger un peu de dessert, mais la lutte des classes existe, les intérêts ne convergent toujours pas... Alors, tout est-il vraiment négatif , aucune amélioration sensible n'est à espérer ?

La gauche au pouvoir ne peut qu'infléchir certaines décisions, et en prenant les rênes de l'appareil de l'Etat, doit assumer les contradictions du système capitaliste et gérer les affaires de la droite. Et cela a été dit clairement dans des journaux comme *Le Nouvel observateur* après l'élection du 10 mai, sous la plume de Roger Priouret : « ... on pourra remettre le train sur les rails après une période de défoulement compréhensible ». « L'homme qui a été élu président ce 10 mai a donné une priorité dans son programme à l'investissement industriel et aux moyens de l'encourager, ce qui est nouveau pour un socialiste. C'est aux chefs d'entreprise de saisir cette opportunité... ». Ce qui fait qu'à part des mesures générales à caractère humanitaire, le gouvernement socialiste ne touchera pas au grisbi ! L'exemple de l'histoire a montré que le PC ne fait pas mieux en matière de surenchère sur l' « union nationale ».

Donner quelques avantages à la classe ouvrière tout en faisant attention de ne pas léser les intérêts du capital, telle semble être la ligne directive du gouvernement actuel. Et ce ne sont pas les cris d'orfraie de la droite parlementaire qui nous feront changer d'avis.

L'accord sur les 39 heures a scellé dernièrement l'intégration des syndicats à l'Etat. Avec des nuances, bien sûr, la CGT n'a pas encore signé (tout en louant le gouvernenement), FO reste dans un retrait prudent et la CFDT doit avoir un bureau à Matignon. (A noter que pour cette dernière confédération, lors d'une réunion du bureau national, douze structures étaient pour la signature, quatorze contre et quatre s'abstenaient, comme quoi la démocratie à la CFDT...).

Cet accord annoncé à grand renfort de publicité, outre sa « mesquinerie » (39 en 81, alors que les 40 heures étaient revendiquées au début du siècle...) passe à côté de la plaque dans la réalité. Le but de cette petite réduction d'horaires est de favoriser l'embauche. Mais les PME sont coutumières des heures supplémentaires à outrance (dans la confection et l'imprimerie plus particulièrement) et les 39 heures hebdomadaires n'aboutiront souvent qu'à une heure supplémentaire en plus..., et pas de résorbtion du chômage.

Quand on s'adresse aux inspections du travail pour que cessent les semaines de 50 heures et plus dans certaines entreprises, on nous dit que les PME ont leurs problèmes et qu'il faut être souple... Or, les dites PME constituent une part de plus en plus importante dans la production nationale; c'est pratique pour les patrons ces petites unités sans délégués du personnel, sans comité d'entreprise, où la débrouillardise individuelle l'emporte sur la conscience de classe ! Ce qu'il faudrait, c'est un contrôle syndical sur les inspections du travail pour que les heures supplémentaires soient réduites ou supprimées. Peu nous importe à nous si le capital est grand ou petit, les patrons sont toujours les mêmes. Ces 39 heures « tartes à la crème » sont inefficaces, ni réalistes ni mobilisantes, c'est le moins qu'on puisse en dire... Le gouvernement de gauche veut-il vraiment réduire le temps d'exploitation de la classe ouvrière ?

Gérer les affaires de la France et défendre les intérêts des travailleurs ne sont pas compatibles. Si les états-majors syndicaux l'oublient souvent, leur base le leur rappelle. Ainsi, l'imprimerie Chaix, forteresse de la CGT, serait rachetée en partie par la mairie de Saint-Ouen — visant à rassembler autour de cette imprimerie tout un « complexe graphique ». Mais pour ce faire, il est nécessaire que de petites entreprises déménagent, ce qui ne convient pas nécessairement aux ouvriers de ces entreprises souvent syndiqués à la CGT. « Vivre et travailler au pays » ne serait-il plus un slogan de la CGT après la victoire de la gauche ?

Des petits malins ont dit quelque part que les nationalisations, c'était « la droite qui se servait de la gauche ». Maximalisme soixante-huitard ? Prenons le cas des camarades d'Usinor-Dunkerque qui se sont toujours battus contre les augmentations hiérarchisées quand ils étaient à la CFDT et continuent de le faire au Syndicat de lutte des travailleurs (entretemps, ils ont été exclus de la CFDT, sont passés à la CGT..., mais c'est une autre histoire...). « Quand la direction était à majorité privée, on pouvait dire que c'était la droite qui favorisait la hiérarchisation des salaires, mais maintenant les ordres viennent de Matignon, de Mauroy... ». Même politique que sous Giscard, la gauche favorise les cadres au détriment des ouvriers.

Alors, les syndicats et leur autonomie par rapport au gouvernement ? Autonomie sans cesse répétée dans les bavardages officiels et démentie dans les faits. Quand Lech Walesa, représentant ambigü d'un mouvement syndicaliste réel, indépendant des partis et de l'Etat (tout en gardant un certain flou du côté calotte...) vient en France, FO, CGT, CFDT affirment que ce qu'ils veulent faire en France, c'est ce que Solidarité fait en Pologne ! Nous, on est d'accord ! Espérons seulement que les camarades polonais n'ont pas trop d'illusions sur les directions des confédérations françaises.

Edmond a dernièrement élevé le ton face à Mauroy. Comédie soigneusement organisée ! Il est vrai qu'après tant d'efforts (exclusions des déviants...), Maire méritait une réelle récompense ! Il semble que poussé aux fesses par une base qui a du mal à avaler les couleuvres, le chantre de « l'autonomie engagée » ait pris les devants.

En effet, après tant d'efforts pour offrir au gouvernement une CFDT « homogène », pour rediscipliner une CGT-PC et tranquilliser FO, les bureaucrates divers doivent avoir peur que les intérêts de classe prennent le pas sur les affaires de boutique. L'unité à la base contre tous les compromis, pour les intérêts réels de la classe ouvrière, sûr que les anarcho-syndicalistes seraient dans le coup pour pousser encore plus loin, vers la sociale !

J.-P. GERMAIN